



Déclaration Liminaire CSAL du 18 avril 2025

Monsieur le président,

ce n'est pas pour un simple mouvement d'humeur que nous avons refusé de siéger lors de la première convocation de ce CSAL le 03 avril 2024. Nous souhaitons souligner par notre absence la dégradation constante du dialogue social institutionnel au sein de notre administration. Nous le répétons à longueur de liminaires, les instances ne peuvent pas être de simples chambres d'enregistrement de décisions prises par on ne sait qui à Bercy. L'évolution de notre administration montre de plus en plus de lacunes dans la conduite des projets, sur lesquels nous sommes certes souvent en opposition pour de bonne raisons, mais force est de constater qu'elles sont menées de plus en plus en dépit du bon sens. Après le fiasco GMBI toujours pas résolu, d'autres aventures sont en cours, dans un cadre très très éloigné de la nécessaire rigueur censée caractériser une administration fiscale et comptable.

Et les promesses non tenues entachent la parole de l'administration. On nous avait annoncé une année blanche pour les suppressions d'emplois et finalement nous serons encore à moins 550 ETP. On nous avait annoncé la fin des restructurations mais au prétexte de la « bonne » gestion immobilière, nous allons fermer un site sur Saint Nazaire et fusionner les SIE nantais.

Nous écrivions en octobre dernier « La Dgfip continue de couler en toute tranquillité, les missions se dégradent au détriment des usagers et de la santé des collègues . Dans ce naufrage généralisé, le dialogue institutionnel suit la même pente. »

Eh bien silence, le naufrage continue.

À l'ordre du jour de cette séance, vous présentez des budgets 2024 et 2025 qui semblent répondre aux vœux de certains irresponsables pour mettre en place « une économie de guerre » avec une nette restriction budgétaire des frais de fonctionnement. Après le gel des rémunérations, voici les coupes dans les frais de fonctionnement qui vont sans doute améliorer l'attractivité de la DGFIP. Mais comme un pâle écho des pratiques gouvernementales, les coupes budgétaires ne concernent pas tout le monde ; quid de la frénésie irrépressible pour les séminaires ou autres conventions ? Leur rythme s'accélère à la DRFIP44 sans trop savoir où est la plus-value pour les collectifs de travail. Nous aurions aimé avoir plus de détails d'ailleurs sur certaines dépenses budgétaires...

Les budgets trouvés pour les travaux se font dans un contexte de densification des locaux et de rénovation immobilière de bâtiments en très mauvais états.

La chasse aux frais de déplacements inquiète très fortement les collègues quant à la dégradation à venir de leurs conditions de travail.

Ces restrictions budgétaires ont des conséquences sur le recrutement avec l'appel à de plus en plus de collègues non fonctionnaires, à qui on demande une entrée en fonction immédiate et intense.

Sur le bilan de la formation professionnelle, le temps consacré à la formation de ces contractuels est très insuffisant au regard de la formation initiale des agents recrutés par voie de concours. Sur le terrain, ce sont donc les collègues qui forment et c'est une implication très chronophage dans un contexte de tension de certains services liée aux charges de travail déjà élevées.

Sur les projets immobiliers, les collègues sont aussi inquiets. Élaboration des plans, organisation des services, travaux, déménagement... Tout ceci n'en finit jamais. Les déménagements succèdent aux déménagements et cela n'est pas près de s'arrêter au regard des projets de la Drfip44. Et quelle joyeuse perspective de devoir s'entasser dans de moins en moins de m². Cette trajectoire immobilière est à l'image de notre administration, une administration en peau de chagrin, qui se rabougrit d'année en année, de moins en moins en capacité de remplir l'intégralité de ses missions.

Et si tout cela crée du stress pour les agent·es, la CGT pose la question de l'usager dans tout ça ? Et nos missions ? Où vont les services publics ? La déshumanisation du service public de la DGFIP est un danger pour la démocratie. La DGFIP doit revenir à l'égalité de traitement de l'ensemble de la population et des acteurs économiques sur tout le territoire, que ce soit pour nos missions de contrôle des fonds publics ou d'égalité devant l'impôt avec la lutte contre la fraude fiscale.

La CGT ne restera pas les bras ballants à l'heure où l'on nous annonce des coupes budgétaires supplémentaires de 40 milliards ! Des coupes supplémentaires pour les ministères, les collectivités locales, les hôpitaux et la Sécurité Sociale. En cette année où nous fêterons les 80 ans de la Sécurité Sociale en septembre 2025, nous voyons poindre une nouvelle offensive d'une ampleur inégalée contre notre modèle social.

Une folie quand le pays s'enfonce dans la crise économique et sociale !